

● (1150)

Nous devons donc repenser complètement les critères d'admissibilité pour le sans-emploi, lorsqu'il n'y a aucun débouché. Nous devrions commencer par dire à ces jeunes que si après avoir rempli toutes les formalités voulues, ils ne peuvent toujours pas obtenir un emploi, ils auront droit alors à des prestations d'assurance-chômage, car ils sont sans emploi. Le fait qu'ils n'aient pas travaillé auparavant est sans importance; il n'en demeure pas moins qu'ils sont sans emploi.

Si un jeune est prêt à entrer sur le marché du travail, et qu'il y a pénurie d'emplois, cela ne signifie pas qu'il doive cesser de manger ou de payer son loyer. Il lui faut quand même un revenu. Ainsi, selon moi, nous devons prendre une décision cruciale au sujet du revenu avant d'en prendre une au sujet de l'emploi. Nous devons décider dès maintenant que les personnes prêtes à travailler et qui ne peuvent le faire faute d'emplois, doivent avoir droit à certaines prestations d'assurance-chômage. Il faut commencer par là.

Ensuite, on pourra dire aux jeunes finissant leurs études qu'en cas de pénurie de travail au sens habituel du terme, ils auront quand même droit à certaines sommes. Cependant, ils seront également encouragés à participer à des programmes coopératifs, des programmes de travail autonome dans leur localité et d'autres. Nous devons inciter ces jeunes à créer les emplois que d'autres ne créent pas à l'heure actuelle.

L'autre jour, je me suis rendu dans une école secondaire et j'ai proposé aux étudiants une solution non pas à long terme, je le reconnais, mais à court terme. Un certain nombre de jeunes s'apprentent à quitter l'école pour l'été. Ils chercheront des emplois d'été temporaires. Auparavant, ils étaient embauchés par les sociétés dont j'ai parlé tout à l'heure, mais ces dernières n'engagent plus. Elles ont déjà licencié certains employés et elles n'ont pas de place pour des jeunes. J'ai donc suggéré à ces étudiants de chercher un emploi eux-mêmes.

Or, l'un de leurs problème réside dans le fait qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire pour financer leur recherche. Je leur ai dit, cependant, qu'il y avait des solutions. Ils pourraient, par exemple, faire enquête auprès de toutes les localités agricoles entourant la ville de Hamilton. Ils pourront travailler en équipe et se rendre chez tous les agriculteurs, afin de déterminer si ces derniers ont des travaux à faire pour lesquels ils sont prêts à payer. Je leur ai dit qu'ils devraient commencer par là. Je pense que nous devrions être disposés, dans le cadre d'un programme national, à verser directement à ces jeunes une certaine somme sous forme de prestations d'assurance-chômage, afin de leur permettre de se chercher un emploi. Il y a beaucoup de travail à effectuer, mais l'ennui, c'est que ces étudiants manquent de revenu pour se rendre là où on trouve du travail. Ensuite, ils n'ont aucun moyen de communiquer avec les particuliers qui accepteraient de les embaucher. C'est des emplois temporaires que je parle.

J'ai également suggéré à ces jeunes d'accepter peut-être deux ou trois petits emplois qui équivalraient à un emploi véritable. Ils pourraient par exemple discuter avec des

Les subsides

employeurs éventuels de la possibilité de les embaucher une journée par semaine, voire peut-être moins. S'ils pouvaient arriver à découvrir trois ou quatre employeurs qui acceptent de les embaucher dans ces conditions, ils pourraient ainsi s'intégrer à la population active et acquérir de l'expérience. Ce sont là évidemment des solutions à court terme, mais qui pourraient servir à un grand nombre de jeunes qui, à mon avis, éprouvent des difficultés, et qui pourraient leur permettre de s'intégrer temporairement à la population active.

Cependant, cela ne va pas régler notre problème, monsieur le Président. C'est une solution à court terme. Cela ne contribuera guère à régler les difficultés à long terme. Pour autant que je puisse voir en regardant l'avenir du Canada, nous devons adopter comme principe que tous les Canadiens ont droit à un emploi, compte tenu du fait que notre société insiste pour que chacun occupe un emploi. Toute notre société procède de l'idée que tout le monde travaille, et à moins que, question de principe, nous acceptions que tous les Canadiens ont droit véritablement à un emploi, nombreux sont ceux qui refuseront d'investir le temps et l'effort voulus pour trouver l'emploi qui réponde à cette exigence. Nous devons faire en sorte que ce soient nous-mêmes et le gouvernement qui assumions à leur place cette responsabilité.

J'estime qu'il y a dans toutes les régions du Canada quantités de travaux de toutes sortes à entreprendre qui ne se font pas, en dépit du fait que nous aurions du monde pour les faire. Il y a deux ou trois ans, nous avons donné à entendre que pour satisfaire à la demande, il faudrait construire 100,000 logements de plus par an pendant trois ou quatre ans. Si nous avions agi ainsi, nous aurions créé 280,000 emplois par an. Si nous l'avions fait, nous aurions allégé le fardeau des autres secteurs et nous aurions permis à bien des Canadiens de trouver à nouveau un emploi ou de s'intégrer pour la première fois à la population active. Vous vous souvenez sans doute qu'à l'époque où nous faisons ces suggestions, monsieur le Président, nous disions également fallait prendre sans tarder, les dispositions voulues pour parachever au Canada le pipe-line Est-Ouest, afin non seulement de favoriser notre autarcie énergétique, mais de créer des dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs de la construction et de la fabrication. Si nous avions agi ainsi, nous aurions réduit le nombre des chômeurs et nous aurions offert des perspectives d'emplois à tous les Canadiens qui à l'heure actuelle veulent s'intégrer dans la population active.

Vous vous souvenez sans doute également, monsieur le Président, que nous disions qu'il fallait revitaliser entièrement notre secteur des transports au Canada. Qu'il fallait parachever non seulement le réseau de chemins de fer, mais également les installations portuaires tant à l'intérieur des terres que le long de notre littoral. Si nous avions agi ainsi, nous aurions allégé le fardeau des autres secteurs et nous aurions créé des emplois pour les jeunes qui désirent s'intégrer dans la population active. C'eut été une excellente façon de résoudre cet aspect particulier du problème.